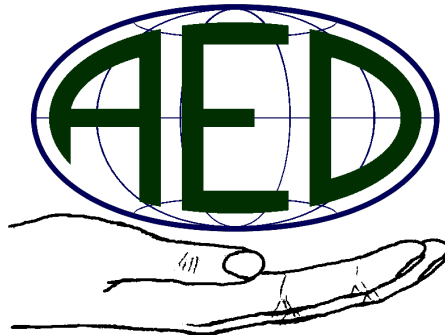


<https://www.economiedistributive.fr/Les-retraites-Une-bataille>



Les retraites ? €” Une bataille écologique !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2020 - N° 1215 · février 2020 -

Date de mise en ligne : dimanche 20 septembre 2020

Date de parution : février 2020

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Que c'est bon de lire *Il est où, le bonheur ?* de François Ruffin [[*](#)] !

On y retrouve, clairement et simplement exposées, la plupart des réflexions que La Grande Relève invite ses lecteurs à partager.

Le député de La France Insoumise part d'un constat : défendre la retraite, c'est vouloir réduire la place du travail dans la vie. C'est donc d'un projet d'émancipation qu'il s'agit.

Et il démontre ainsi qu'un tel projet est "éminemment écologique" :

Sommaire

- [Les retraites, c'est un combat \(...\)](#)
- ["Pour acheter le iPhone 11, il \(...\)](#)
- [Il y a, enfin, et ça englobe le \(...\)](#)
- [Dans le cortège parisien de la \(...\)](#)
- [Nous devons sortir nos vies de \(...\)](#)
- [***](#)
- [Le mot d'ordre ne varie pas : \(...\)](#)
- [***](#)

« *J'ai changé* », proclamait le Président à la rentrée. Lui s'était mis au vert, tout le gouvernement avec et le Premier ministre, à "*l'écologie souriante*". Mais alors, où est-elle, l'écologie, dans la "*réforme phare du quinquennat*" : les retraites ? â€” Fini, silence, eux n'en parlent plus. Comme si ce projet, de société, ne touchait pas la planète. Comme si c'était juste "*technique*", et le débat sur les retraites, en effet, avec ses experts, ses économistes, tourne vite au dossier techno.

On se jette à la figure des chiffres, des pourcentages, des rapports du Conseil d'orientation des retraites et de la Cour des comptes, remplis de milliards et de déficits.

Mais on entend peu parler du bonheur, ou même de nos peurs. La fin s'efface derrière les moyens. Le "non" à la contre-réforme Macron éclipse tout "oui" à autre chose.

On en oublie l'idéal social voulu à la Libération, par Ambroise Croizat et ses camarades, mais surtout l'idéal écologique que nous poursuivons pour demain. Deux idéaux, la protection sociale et la protection de l'environnement, qui vont de pair. [Ambroise Croizat, ministre du travail entre 1946 et 1947, est le "père" de la Sécurité sociale et du système des retraites.]

Une évidence, en préalable : nous devons vivre sans croissance. "*Produire plus, pour consommer plus, pour produire plus, pour consommer plus*", comme le hamster dans sa roue, mène la planète droit dans le mur. Et les hommes à l'usure.

Cet article est tiré du journal Reporterre dont tous les contenus sont en accès libre.

Ce quotidien de l'écologie, emploie une équipe de journalistes professionnels qui produit quotidiennement des articles, enquêtes et reportages sur la crise environnementale et sociale.

Comme La Grande Relève, ce journal sans publicité dépend en très grande majorité des dons de ses lecteurs.

Pour le soutenir, voir sur internet : reporterre.net/spip.php?page=don&utm_source=internal&utm_medium=banner&utm_campaign=donate.

Adresse de sa rédaction :
La Ruche, 24 rue de l'Est, 75020 Paris.
du lundi au vendredi, de 10h à 18h,
téléphone : 01 88 33 57 55

Ce week-end, je me suis replongé dans *Prospérité sans croissance*, le livre de l'économiste Tim Jackson. Il cite une étude, prospective, réalisée par l'économiste canadien Peter Victor : « *Dans ce scénario, le chômage et la pauvreté sont tous deux réduits de moitié grâce à des politiques sociales et de temps de travail. Et l'on obtient une baisse de 20 % des émissions de gaz à effet de serre au Canada. La réduction du temps de travail est l'intervention politique clé qui empêche le chômage de masse. La productivité du travail est censée augmenter à peu près au même rythme qu'elle l'a fait dans le passé au Canada, ce qui devrait logiquement entraîner une diminution de l'emploi. Mais, dans ce cas-ci, le chômage est évité par un partage du travail disponible plus équitable au sein de la main d'oeuvre. Réduire la durée du temps de travail hebdomadaire est la solution la plus simple et la plus souvent citée au défi du maintien du plein emploi sans augmentation de la production. Mais cette réduction du temps de travail ne peut réussir que sous certaines conditions : la distribution stable et relativement équitable des revenus* ».

Les retraites, c'est un combat sur le temps de travail

C'est la question clé, depuis le XIXe siècle : la **libération du travail**. La fin du travail des enfants, le recul à 12 ans, puis 14 ans, puis 16 ans, de leur entrée à la mine ou à l'usine, c'est un combat sur le temps de travail. Le dimanche chômé, puis le "*samedi anglais*", comme on l'a appelé, c'est un combat sur le temps de travail. Le congé maternité, les congés payés, c'est un combat sur le temps de travail. La loi des "*huit heures*", huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisir, c'est un combat sur le temps de travail. Les heures de formation, ou de délégation, c'est un combat sur le temps de travail. Et, bien sûr, les retraites, c'est un combat sur le temps de travail.

1982, en France, est le dernier moment de partielle libération. Par les 39 heures à la place de 40. Par la cinquième semaine de congés payés. Et surtout, par la retraite à 60 ans (à la place de 65).

Cette période, entre 1981 et 1983, me passionne, les soubresauts d'une gauche qui va basculer à droite. Aussi ai-je épluché la presse de ces deux années : l'âge de la retraite venait d'être baissé à 60 ans, et... que pensaient les Français, à l'époque, majoritairement ? â€” Qu'il passerait bientôt à 55 ans ! Tant cela semblait le sens de l'histoire.

D'ailleurs, l'économiste John Maynard Keynes estimait qu'à la fin du XXème siècle, les besoins économiques seraient satisfaits, au moins dans les pays développés, que les humains exploreraient d'autres chemins pour le progrès, et qu'ils consacraient moins de vingt heures par semaine au travail.

Alors, que s'est-il passé dans les années 1980 ? Pourquoi avons-nous rebroussé chemin ? Pourquoi travaillons-nous plus longtemps ? Le dimanche, à nouveau ? Des semaines de 35 h sur le papier, plus en vérité, et bien au-delà des 20 h prévues par Keynes ? Et pourquoi, depuis près de quarante ans, malgré les machines, l'informatique, Internet, bref, malgré les "gains de productivité", pourquoi n'avons-nous pas libéré une sixième semaine de congés payés ?

D'abord à cause des dividendes des actionnaires, dont la part a plus que triplé : en 1983, on travaillait en moyenne une semaine par an pour les actionnaires. Aujourd'hui plus de trois semaines.

"Pour acheter le iPhone 11, il faut 102 heures de travail"

Il y a ensuite les "besoins artificiels", sans cesse renouvelés. Le capital stimule les désirs, de la nouvelle Audi et du portable dernier cri à la piscine dans le jardin, sans quoi nous ne sommes pas à la hauteur. Sans quoi nous sommes largués. Sans quoi nous n'atteignons pas le bonheur conforme. Et il faut bien sûr travailler plus pour s'acheter le iPhone 11 : 102 heures à Paris, près de trois semaines.

Il y a, bien sûr, le chômage : d'une diminution du temps de travail choisie, organisée, on est passé à une diminution subie, sous contrainte. Et qui ne fait que des malheureux : le chômeur, qui se regarde comme un « *déchet* », « *inutile au monde* », qui « *broie du noir* », condamné à une « *agonie sociale* », et des salariés, qu'on use jusqu'à la corde - le burn-out est devenu la maladie des temps modernes. L'économie se porte bien, les hommes et les femmes se portent mal

Il y a, enfin, et ça englobe le reste : le libéralisme.

Car ce « *grand bond en arrière* » du temps de travail, nous est venu de Reagan et de Thatcher.

Les états-Unis étaient, dans les années 50, le pays de l'Ouest où l'on travaillait le moins, et le sont restés jusqu'en 1980 : moins que la France, moins que l'Italie, moins que l'Allemagne, moins que le Japon.

Ils sont aujourd'hui la nation où l'on travaille le plus. Pour gagner le plus. Pour consommer le plus. En PIB par habitant, indéniablement, ils font la course devant. Les indices de bien-être, en revanche, n'ont pas suivi : taux d'obésité, taux d'incarcération, taux de mortalité infantile, taux de suicide, taux de maladie mentale, taux d'homicides, sont les plus élevés des pays développés. Tout comme le niveau d'inégalités. L'économie se porte bien, les hommes et les femmes se portent mal.

Que s'est-il passé ?

â€” Dans les années 80, les états-Unis ont « *libéré les énergies* » de la rivalité ostentatoire. En 1965, un patron américain gagnait 20 fois le salaire de ses employés, on est désormais à 221 fois. Les revenus des financiers de Wall Street ont explosé. Le 1 % du sommet a encaissé tous les gains. Tandis qu'en bas, on multipliait les heures mal

payées, pour survivre.

Pour s'offrir, aussi, une consommation-consolation.

J'ai vécu un an, au Texas. Et je me souviens, sur le parking des Wal-Mart, des personnes âgées, vraiment âgées, boitillant, mal en point, qui, payées pour des petits boulots, rassemblaient les caddies du supermarché. Cela faisait écho à un autre pays où j'avais séjourné, brièvement : la Biélorussie et ses vieux qui vendaient des sacs en plastique à la sortie du métro.

Nul hasard si les États-Unis sont aujourd'hui à l'arrière-garde de la bataille écologique : le « chacun pour soi », la concurrence à tout va, la guerre de tous contre tous, met les individus dans un tel péril, dans une crainte telle pour leur statut, pour leurs revenus, qu'elle les rend agressifs. Agressifs à l'égard de leurs voisins. Agressifs, également, à l'égard de la nature, en une prédation toujours accrue, cercle infernal du consumérisme et du productivisme.

Dans le cortège parisien de la manifestation contre la loi sur le travail, le 9 mars 2016.

Évidemment, avec leur puissance, leur influence, les États-Unis ont entraîné l'Europe dans cette course folle : nous ne pouvions rester "à la traîne".

Nous avons d'abord prolongé notre histoire (presque) normalement : entre 1980 et 1995, le temps de travail a diminué de 3 %.

C'était déjà moins rapide que par le passé, mais le mouvement se poursuivait.

Il s'est arrêté net, inversé chez nous aussi, durant la décennie suivante, entre 1995 et 2005, il a augmenté de 8 %. Comme l'écrit Tim Jackson : « *La croissance est désormais due au fait que les gens travaillent plus longtemps que dans le passé... L'UE est notamment préoccupée par sa performance par rapport à ses concurrents* ».

En France, les 35 heures de Jospin-Aubry se sont trouvées prises dans cette contradiction. La "gauche plurielle" continuait le mouvement ouvrier, un mouvement historique. Contre le chômage, cette mesure s'est avérée "la plus efficace et la moins coûteuse".

Mais en même temps, les ministres d'alors maintenaient un discours de "*compétitivité*", validant le traité d'Amsterdam et la "*stratégie de Lisbonne*", la "*performance*" économique comme fin.

Ce conflit s'est traduit, d'abord, par une intensification du travail, par de l'annualisation, par de la flexibilité.

Puis, avec Sarkozy et Fillon, par un retour aux quarante heures et plus, via les heures supplémentaires.

Les mêmes qui sont revenus sur le dimanche chômé.

Les mêmes qui ont rallongé la durée de cotisation, reculé l'âge de la retraite.

Et Emmanuel Macron prolonge ce chemin américain...

Dans la foulée, notre continent, notre pays, sont frappés des mêmes maux : obésité, incarcération, suicide, maladies mentales... Le bien-être ne progresse plus. Le mal-être gagne la société, les esprits. Les inégalités augmentent. Le consumérisme/productivisme s'est installé dans nos télévisions, dans nos cerveaux, dans nos vies. Comme l'énonce Alain

Tanner, dans son film *La Salamandre* : « Le 20 décembre, les "fêtes", comme on dit, se faisaient menaçantes à l'horizon. La marchandise imposait ses lois à la foule qui partait à l'assaut des magasins. C'était l'époque de l'année où se remarquait le mieux une tendance marquée à la schizophrénie, un phénomène qui tendait de plus en plus à affecter le corps social tout entier ».

Nous devons sortir nos vies de l'empire de la marchandise

Nous devons sortir nos vies, des parcelles de nos vies d'abord, de cette emprise de la marchandise. Du productivisme. Du consumérisme. C'est un impératif écologique. Mais aussi humaniste.

Le dimanche chômé est un bout de cet enjeu. 24 heures hors de "ça". Hors de la cage. Autre chose que le métro-boulot-chariot : le repas en famille, la buvette du club de foot, la balade en vélo, etc.

Mais le gros morceau reste la retraite.

S'ils s'y attaquent avec entêtement, depuis, des années, c'est pour gratter des économies, certes.

Mais pour une autre raison, également : symbolique, idéologique. La retraite, c'est une autre vie qui est déjà là. C'est un possible, à étendre, qui nous tend les bras.

C'est, pour eux, une menace.

Que voulons-nous ? Quel modèle de société voulons-nous ? Les "*besoins artificiels*" doivent-ils l'emporter sur les besoins essentiels ? Se loger dignement, se nourrir dignement, s'éduquer dignement, se soigner dignement, et vieillir dignement ? La décence commune, pour tous, ou les rêves de milliardaires pour quelques-uns ?

Que doit-on réduire d'urgence, pour la planète ? La pension du smicard, du métallo, du cheminot, de la secrétaire de mairie ? Ou la part de nos richesses consacrée à la téléphonie, à l'aviation, à l'automobile ?

« *Un euro cotisé donnera lieu aux mêmes droits* », répète aujourd'hui la Macronie. **C'est faux** : espérance de vie oblige, un ouvrier cotisera aussi longtemps, mais percevra sa pension dix années de moins qu'un cadre.

Mais au-delà : est-ce la retraite que nous souhaitons ? Que nous portons ?

« *Cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins* », disait Ambroise Croizat, fondateur de la Sécurité sociale. La volonté redistributive était aux origines du projet. Elle a disparu, marginalisée : la répartition oui, la redistribution non.

Mais la retraite doit aussi assumer une visée redistributive, ne pas reproduire à l'identique les inégalités salariales. Non pas, forcément, par un « *après 10.000 Euros par mois, ça n'ouvre plus aucun droit* », qui invite les cadres supérieurs à en passer par l'épargne individuelle. Mais par un aplanissement des pensions : la mort met tous les humains à égalité, autant commencer avant, tant qu'on est vivants !

Il y a, dans tout cela, un enjeu social évident : grâce à la mise en oeuvre des retraites, dans les années 70, le taux de pauvreté chez les personnes âgées **avait été divisé par quatre**. Une malédiction millénaire était vaincue, vieillesse et misère n'allaient plus de pair dans les classes populaires.

À présent, après les réformes Balladur, Raffarin, Fillon-Macron, et désormais Macron, **le mouvement inverse s'amorce**. La Cour des comptes a noté une hausse du nombre de RSA chez les plus de 60 ans : + 157 % !

On glisse de la retraite méritée à l'allocation de pauvreté.

Mais c'est un enjeu écologique, également : il faut tasser la pyramide sociale. La rivalité ostentatoire pousse au consumérisme, au productivisme, vers le gouffre. La remise en cause, nécessaire, de tout notre système, industrie, déplacements, énergie, agriculture, ne sera pas supportée, pas tolérée, si « *en haut ils se gavent* », si « *les gros ne paient pas gros et les petits, petit* », si l'effort ne porte pas d'abord sur les plus puissants.

Ces changements, ces bouleversements à venir, ne seront acceptés en paix que s'ils sont empreints de justice. Et si les hommes et les femmes se sentent en sécurité, pas menacés : protection sociale et protection de l'environnement vont de pair.

Ces enjeux, jamais le gouvernement ne les pose, et pour cause. Comme s'il s'agissait juste de reboucher un trou, de colmater. Comme si, à l'heure de l'effondrement, du réchauffement, le Grand Défi, c'était le déficit budgétaire à l'horizon 2030 ! Comme si la retraite ne dessinait pas la société qui va avec, et qui menace ou non la planète.

Le mot d'ordre ne varie pas : « Consommer moins, répartir mieux ».

Consommer moins est un impératif, à l'heure où un Français consume (en moyenne) trois planètes. Consommer moins pour des retraités, on peut y songer. Consommer moins pour des salariés, oui, aussi, certains. Mais consommer moins, d'abord, pour les PDG, pour les actionnaires, pour le 1 %. Car le mot d'ordre ne varie pas : « *Consommer moins, répartir mieux* ».

Répartir mieux dès l'enfance.

Répartir mieux parmi les travailleurs.

Répartir mieux parmi les retraités.

Répartir mieux pour la retraite à 60 ans. Répartir mieux le travail restant.

Je finirai avec John Stuart Mill, en 1848, le père de l'économie écologique : « *C'est seulement dans les pays retardés du monde que l'accroissement de la production est un objectif important : dans les plus avancés, ce dont on a besoin sur le plan économique est une meilleure répartition* ».


Les retraites ? â€” Une bataille écologique !

Que complète Keynes, un siècle plus tard : « *Il sera temps pour l'humanité d'apprendre comment consacrer son énergie à des buts autres qu'économiques... L'amour de l'argent sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi-criminelles et à demi-pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales !* »

Soignons nos élites obscurcissantes !

Post-scriptum :

Note : Je recommande le dernier film de Marie-Monique Robin, Nouvelle cordée, avec des intéressés qui posent des mots lucides sur leur détresse.

 Publié en novembre dernier, éd. Les liens qui libèrent, 192 pages, 14 Euros.